

RD Congo : Les victimes oubliées de la corruption de Dan Gertler

Par RAID

(Londres, le 16 septembre 2019) – Il y a dix ans, 700 travailleurs de la mine de Kingamyambo Musonoi Tailings (KMT) à Kolwezi, en République démocratique du Congo, ont reçu l'ordre de cesser le travail. Ils ont arrêté les machines, stoppant les camions au milieu de la route et laissant les tuyaux à moitié coupés, et se sont rassemblés à l'entrée de la mine. Un représentant de la société s'est adressé à la foule déconcertée en expliquant que la mine de cobalt et de cuivre était [forcée de fermer](#). Le gouvernement congolais avait, de manière illégale, retiré sa licence d'exploitation à First Quantum Minerals, la société canadienne qui possédait la mine. Les travailleurs se sont retrouvés sans emploi.

Un ancien travailleur se souvient des propos d'un haut dirigeant : « *Vous recevrez trois mois de salaire à titre d'indemnité de départ. Nous poursuivrons les négociations avec votre gouvernement et nous nous engageons à vous réembaucher dès que nous reprendrons nos activités* ». Mais personne n'a été réembauché. Et contrairement aux dispositions de la loi congolaise sur le travail, les travailleurs ont reçu presque aucune, ou aucune, indemnisation.

Les travailleurs ont perdu leur emploi pour une raison très simple : la corruption. Un homme d'affaires israélien notoire, [Dan Gertler](#), avait en vue la mine lucrative. En collaborant avec ses partenaires congolais (le président de l'époque Joseph Kabila et le conseiller présidentiel Katumba Mwanke) et le fonds d'investissement américain [Och-Ziff](#), il s'est vu attribuer les droits de la mine pour [la somme de 60\\$US millions](#) quelques mois après sa fermeture. Il l'a revendue à une société minière multinationale kazakhe, Eurasian Natural Resources Corporation (ENRC), pour un montant de 685\$US millions. Les deux transactions étaient bien [en dessous des estimations commerciales](#) de la mine. C'était un « *flip* » classique de Gertler, qui lui a rapporté, à lui ainsi qu'à ses partenaires, un bénéfice substantiel.

Les détails de ce stratagème de corruption ont été décrits dans des [articles](#) publiés par les autorités judiciaires américains en 2016 lorsque le fonds d'investissement Och-Ziff (maintenant appelé Sculptor) a admis avoir enfreint le Foreign Corrupt Practices Act (loi américaine sur la corruption dans les transactions à l'étranger). Sa filiale, OZ Africa, a plaidé coupable à des accusations criminelles.

Alors que les hommes d'affaires sans scrupules et des représentants gouvernementaux ont empoché des millions, les conséquences pour les travailleurs et les communautés vivant autour de la mine sont dévastatrices. Les travailleurs ont soudainement perdu un revenu stable et des avantages précieux, tel que des soins de santé gratuits pour eux et leurs familles. Ce jour-là, les travailleurs sont rentrés chez eux particulièrement inquiets. L'emploi dans la région de Kolwezi était, et est toujours, extrêmement limité. La vaste majorité des habitants y vivait avec moins de [1\\$ US par jour](#).

Dans les années qui ont suivi, les effets de ces pertes d'emploi ont été visibles. Un ancien travailleur interrogé par RAID en avril 2019 a raconté : « *Je ne gagne pas beaucoup maintenant. C'est bien moins qu'avec KMT. Je me dis toujours que si j'avais encore mon travail chez KMT, je serais bien mieux. Un seul de mes enfants peut aller à l'école. Les autres ne peuvent pas, ils doivent se relayer pour aller à l'école.* »

Ce ne sont pas seulement les travailleurs qui ont été affectés. L'impact de la fermeture de la mine a aussi dévasté les vies de milliers de personnes habitant près de la mine. Le projet minier de First Quantum était plein de promesses pour elles. La Société Financière Internationale (IFC), la branche d'investissement de la Banque mondiale, était un investisseur clé et exigeait que First Quantum délivre des avantages sociaux et environnementaux concrets aux habitants des communautés locales. [Des documents de l'époque](#) montrent que la société devait fournir de l'eau potable et un meilleur accès aux soins de santé et à l'éducation pour près de 32 000 habitants. Le projet incluait aussi la dépollution de l'air et de l'eau contaminé par des produits toxiques qui avaient des conséquences lourdes sur la vie quotidienne des habitants.

Mais du jour au lendemain, les projets de développement ont pris fin. Pendant les 10 années suivantes, les habitants locaux, abandonnés par les investisseurs et par leur propre gouvernement, n'ont connu aucune amélioration. Les nouveaux propriétaires, ENRC, ont été confrontés à de nouveaux [scandales](#) et n'ont pu reprendre l'exploitation qu'avant la fin de l'année 2017. En 2012, la compagnie s'est retirée de la Bourse de Londres suite à des allégations de corruption, de pots-de-vin et de mauvaise gouvernance. Un an plus tard, en avril 2013, le Serious Fraud Office (SFO – le Bureau de la Fraude Sérieuse) britannique a ouvert une [enquête criminelle sur ENRC](#), incluant un examen de ce qui s'était passé à la mine de KMT, d'après des articles de [presse](#). La société est devenue privée et s'est incorporée au Luxembourg sous le nom d'Eurasian Resources Group (ERG). Elle reste seule et unique propriétaire de la mine, qui est maintenant appelée Metalkol.

Les victimes congolaises de ce stratagème de corruption ont été oubliées et n'ont reçu aucune compensation. C'est trop souvent le cas. Les recours des forces de l'ordre et les décisions judiciaires des lieux tels que l'Amérique du Nord, le Royaume-Uni et l'Europe, où ces sociétés multinationales sont généralement basées, reconnaissent rarement les victimes d'outre-mer, qui sont souvent celles qui ont perdu le plus.

Mais il reste un peu d'espoir. L'an dernier, en juin 2018, le gouvernement britannique a pris une initiative novatrice et a adopté les [principes de compensation](#), qui énoncent la politique britannique concernant l'identification et l'indemnisation des victimes outre-mer de corruption. Si l'enquête du Serious Fraud Office au Royaume-Uni débouche sur des procédures judiciaires à l'encontre d'ENRC et de ceux qui, comme Dan Gertler, ont facilité la corruption, elle offrira au gouvernement britannique la parfaite opportunité de faire entendre les victimes congolaises contre ceux qui ont cherché à les dépouiller de leur avenir.

Anneke Van Woudenberg est la directrice exécutive de RAID, une ONG de surveillance de la responsabilité des sociétés, basée au Royaume-Uni. www.raid-uk.org